



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 18/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDF - CCG Blénod**

RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF  
BP 115  
54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson

Référence : CB/NW/0040\_2024  
Code AIOT : 0006200067

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 dans l'établissement EDF - CCG Blénod implanté RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 - 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF - CCG Blénod
- RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 - 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EDF exploite à Blénod-lès-Pont-à-Mousson des installations de production d'électricité au moyen du procédé cycle combiné gaz (CCG) de 755 MWth, autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 02/04/2010 modifié. Lorsqu'elles sont plus contraignantes, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110, s'appliquent également aux installations.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** surveillance des rejets atmosphériques.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Assurance Qualité des appareils - QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Lettre de suite	1 mois
14	Bilan des mesures	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 28	Lettre de suite	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
15	Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesure en continu des SOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Sans objet
2	Mesure en continu des NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Sans objet
3	Mesure en continu du CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Sans objet
4	Mesure en continu de O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Sans objet
5	Mesure en continu de la température	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Sans objet
6	Mesure en continu de la pression	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Sans objet
7	Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Sans objet
8	Assurance Qualité des appareils - QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Sans objet
9	Assurance Qualité des appareils - QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Sans objet
10	Assurance Qualité des appareils - AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Sans objet
12	Conditions T, P, H2O, O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	Sans objet
13	Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	Sans objet
16	Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions concernant le suivi en continu des rejets atmosphériques sont majoritairement respectées, notamment celles relatives à la mise en œuvre des procédures d'assurance qualité.

Toutefois :

- des commentaires sont attendus concernant la gamme de mesure certifiée des oxydes d'azote pour le Système Automatique de Mesurage redondant MCS200 ;
- les droites d'étalonnage définies par les procédures QAL2, appliquées en janvier 2023 pour les

deux Systèmes Automatiques de Mesurage, n'ont été entrées dans le logiciel d'exploitation des données et le logiciel de supervision des installations qu'en novembre et décembre 2023 ;  
- les bilans mensuels de surveillance n'ont pas été transmis à l'inspection au cours de l'année 2023 ;  
- certaines bouteilles de gaz étalons nécessaires à l'application de la procédure QAL3 étaient périmées lors de la visite et la procédure QAL3 mérite d'être adaptée au site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesure en continu des Sox

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu des Sox
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I. - La concentration en SOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu.</p> <p>Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants :  (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane.</li> </ul> (...)</p>
<p><b>Constats :</b>  Bien qu'elle ne soit pas prescrite (installation utilisant exclusivement du gaz naturel), l'exploitant assure une surveillance en continu des concentrations en dioxydes de soufre (SOx) des gaz résiduels de la turbine à gaz, par le biais de 2 AMS (Systèmes Automatiques de Mesurage) : un AMS principal (SICK MCS 100E HW) depuis la mise en service du CCG en 2010, un AMS redondant (SICK MCS 200 HW), installé en octobre 2022, utilisé en cas de dysfonctionnement de l'AMS principal.</p> <p>Les analyseurs sont associés à un logiciel d'acquisition et de traitement des données.</p> <p>L'exploitant a indiqué que depuis le 01/12/2023 :  - le basculement vers l'AMS redondant, en cas d'indisponibilité de l'AMS principal, est automatisé et était manuel auparavant ;  - les signaux de l'AMS redondant sont traités par le logiciel de traitement des données.</p> <p>Nota : d'une manière générale, l'exploitant devra veiller à l'avenir à ce que les organismes de contrôle dénomment l'AMS SICK MCS 100 « principal » et pas « redondant » ou fassent figurer le type de l'AMS contrôlé (MCS100 ou MCS200) afin d'éviter les confusions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesure en continu des Nox

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu des Nox
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I. - La concentration en NOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu.  (...)</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant assure une surveillance en continu des concentrations en oxydes d'azote (NOx) des gaz résiduels de la turbine à gaz par les moyens décrits au point de contrôle n° 1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mesure en continu du CO

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu du CO
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant assure une surveillance en continu des concentrations en monoxyde de carbone (CO) des gaz résiduels de la turbine à gaz par les moyens décrits au point de contrôle n° 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Mesure en continu de O2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu de O2
<b>Prescription contrôlée :</b> La teneur en oxygène est mesurée en continu. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant assure une surveillance en continu des concentrations en oxygène (O2) des gaz résiduels de la turbine à gaz par les moyens décrits au point de contrôle n° 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Mesure en continu de la température

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu de la température
<b>Prescription contrôlée :</b> La température est mesurée en continu.(...)
<b>Constats :</b> L'exploitant assure une surveillance en continu de la température des gaz résiduels de la turbine à gaz analysés, au niveau des AMS mentionnés au point de contrôle n° 1 (AMS extractifs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 6 : Mesure en continu de la pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu de la pression
<b>Prescription contrôlée :</b> La pression est mesurée en continu.(...)
<b>Constats :</b> L'exploitant assure une surveillance en continu de la température des gaz résiduels de la turbine à gaz analysés, au niveau des AMS mentionnés au point de contrôle n° 1 (AMS extractifs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels est mesurée en continu. La mesure en continu n'est pas exigée :- pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions (...)
<b>Constats :</b> Les gaz résiduels de la turbine à gaz ne sont pas séchés avant analyse. L'exploitant assure une surveillance en continu de la teneur en vapeur d'eau de ces gaz par les moyens décrits au point de contrôle n° 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Assurance Qualité des appareils - QAL1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils - QAL1
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).  Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.  Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
<b>Constats :</b> L'AMS principal, mis en place en 2010, dispose d'un certificat QAL 1 datant du 10/08/2004, renouvelé jusqu'au 09/08/2024. Le certificat porte sur la mesure du SO <sub>2</sub> , du NO, du CO, de l'oxygène et de la vapeur d'eau en référence aux MCERTS (Performance Standards for Continuous Emission Monitoring Systems) et aux normes EN15267-1 : 2009, EN15267-2 : 2009, EN15267-3 : 2007 et EN14181 : 2014. La mesure du NO <sub>2</sub> effectuée par l'analyseur n'est pas certifiée. L'étendue de mesure certifiée pour le NO s'étend de 0 à 200 mg/m <sup>3</sup> . La Valeur limite d'Emission journalière pour les NO <sub>x</sub> s'élève à 50 mg/m <sup>3</sup> . Or, l'étendue de mesure certifiée devrait être inférieure à 2,5 fois la VLE, c'est-à-dire à 125 mg/m <sup>3</sup> , selon la norme NF EN 15267-3 - paragraphe 5.2.1. La gamme complète de mesure (plage de mesure supplémentaire) n'est pas mentionnée dans le certificat. L'exploitant indique que « l'AMS, installé en 2010, était alors conforme à la NF EN 14181 : 2004 en vigueur qui n'imposait pas la série de normes NF EN 15267:2009 (série 1 à 3). Le guide d'application AFNOR de l'époque, GA X43-32 : 2007 préconisait une gamme supérieure à deux fois la VLE. A l'époque, la plus petite gamme certifiée pour la mesure du NO est 0-200 mg/m <sup>3</sup> . La VLE NO <sub>x</sub> applicable étant de 50 mg/Nm <sup>3</sup> , l'AMS mis en place répondait aux exigences normatives. »

Dans ce cas, il est admis par la norme NF EN 14181 (annexe H.2) que si les procédures QAL2, QAL3 et AST sont conformes (voir points de contrôle suivants), alors l'exploitant peut maintenir son équipement en service pendant le reste de sa durée de vie théorique.

L'AMS redondant mis en place en octobre 2022, dispose d'un certificat QAL1 datant du 22/07/19 expirant le 21/07/24. Le certificat porte sur la mesure du CO, NO, NO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, oxygène et vapeur d'eau en référence aux normes EN15267-1 : 2009, EN15267-2 : 2009, EN15267-3 : 2007 et EN14181 : 2014.

L'étendue de mesure certifiée pour le NO s'étend de 0 à 150 mg/m<sup>3</sup>. La Valeur limite d'Emission journalière pour les NO<sub>x</sub> s'élève à 50 mg/m<sup>3</sup>. Or, l'étendue de mesure certifiée devrait être inférieure à 2,5 fois la VLE, c'est-à-dire inférieure à 125 mg/m<sup>3</sup>, selon la norme NF EN 15267-3 - paragraphe 5.2.1.

Les commentaires de l'exploitant sont attendus concernant ce point.

Remarque : L'utilisation de l'AMS redondant, plus récent, en tant qu'AMS principal pourrait s'avérer pertinente.

Nota : Les 2 AMS sont situés en pied de cheminée dans un petit local climatisé dont la température est contrôlée journalièrement par le rondier d'après l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Assurance Qualité des appareils - QAL2

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils - QAL2

**Prescription contrôlée :**

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.

**Constats :**

La norme NF EN 14181, paragraphe 6.1, préconise la réalisation d'une procédure QAL2 tous les 5 ans et dans les 6 mois suivant l'installation de l'AMS ou un échec de l'AST (Test Annuel de Surveillance, cf. point de contrôle suivant), ou un changement majeur apporté à l'AMS ou au fonctionnement de l'installation.

Les 2 analyseurs en continu ont fait l'objet d'une procédure QAL2 concluante en janvier 2023.

Les fonctions d'étalonnage établies lors de cette procédure n'ont été intégrées que le 14/11/2023 pour l'AMS principal et le 04/12/2023 pour l'AMS redondant au logiciel de traitement des données des analyseurs et au logiciel de supervision des installations du site (la norme recommande une intégration sous 6 mois suivant le QAL2). L'exploitant devra veiller à les intégrer plus rapidement la prochaine fois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Assurance Qualité des appareils - AST

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils - AST

**Prescription contrôlée :**

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version

de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte la fréquence annuelle prescrite pour la réalisation de la procédure AST : - en 2021, l'AMS principal a fait l'objet d'une procédure QAL2 qui remplace l'AST selon la norme NF EN 14181 et l'AMS redondant n'était pas encore installé ; - en 2022, l'AST qui avait été programmé en fin d'année a dû être reportée début 2023 en raison d'un empêchement de l'intervenant de l'organisme de contrôle et a été remplacée par une procédure QAL2 portant sur l'AMS principal et sur l'AMS redondant ; - au titre de l'année 2023, l'exploitant a fait réaliser un AST en septembre dernier pour les 2 AMS. Ces 2 AST sont concluants pour ce qui concerne les tests de variabilité et la validation des droites d'étalonnage établies lors des QAL2 de janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Assurance Qualité des appareils - QAL3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils - QAL3
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).  L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
<b>Constats :</b> <b><u>Procédures</u></b> L'application des procédures QAL3 est confiée à un prestataire qui les effectue tous les mois. La procédure a été appliquée toutes les semaines à l'AMS redondant suite à son installation, de septembre 2022 à octobre 2023, comme recommandé. Le document intitulé « Processus pour le passage des matériaux de référence » est la procédure générique appliquée par le prestataire. Elle ne mentionne donc pas : - les matériels et matériaux de référence utilisés sur site (qui dépendent des VLE) ; - la périodicité des mesurages (qui dépendent de l'AMS). Ces informations sont accessibles dans les cartes EWMA (cartes de contrôle au zéro et en concentration). Elles mériteraient toutefois de figurer de manière plus explicite dans une procédure sur site considérant que c'est l'exploitant qui passe commande des matériaux de référence et des prestations de QAL3. Elles doivent être complétées également des règles de décision en vu d'un ajustage ou d'une maintenance (qui dépendent des VLE et des AMS) et de la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre (point 7.3 de la norme NF EN 14181). La procédure complétée sera tenue à disposition de l'inspection. <b><u>Matériaux de référence</u></b> Certaines bouteilles de gaz étalon étaient périmées : N <sub>2</sub> ; O <sub>2</sub> ; mélange CO, NO et SO <sub>2</sub> ; mélange O <sub>2</sub> , CO <sub>2</sub> et NO <sub>2</sub> . L'exploitant a remis le bon de commande des nouvelles bouteilles, daté du 26/10/2023. Ces dernières auraient dû être livrées au plus tard fin novembre mais le fournisseur rencontre des difficultés d'approvisionnement.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 :** Conditions T, P, H<sub>2</sub>O, O<sub>2</sub>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions T, P, H <sub>2</sub> O, O <sub>2</sub>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
<b>Constats :</b> Les corrections en température, pression et humidité sont effectuées directement au niveau des analyseurs de type extractif. La droite d'étalonnage est ensuite appliquée aux résultats obtenus, au niveau du logiciel de traitement des données et, en parallèle, au niveau du logiciel de supervision des installations du site (pas de communication entre les 2 logiciels). La correction des concentrations obtenues au pourcentage d'oxygène de référence (15%) est, pour finir effectuée, au niveau des 2 logiciels également.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 :** Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - CO : 10 % - NO <sub>x</sub> : 20 % - SO <sub>2</sub> : 20 % - poussières : 30 %
<b>Constats :</b> La soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % est effectuée au niveau du logiciel de traitement des données mais pas au niveau du logiciel de supervision des installations (les alarmes sont donc données en salle de supervision à partir du résultat sans correction).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 :** Bilan des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 28
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bilan des mesures est transmis : - (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- mensuellement concernant la surveillance des rejets des turbines à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Aucun bilan mensuel n'a été transmis à l'inspection en 2023. L'exploitant s'est engagé à les transmettre dès que possible (cf. point de contrôle respect des VLE) et à rétablir cette transmission en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 15 : Conditions de respect des valeurs limites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de respect des valeurs limites		
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;</li> <li>- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;</li> <li>- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.</li> </ul> Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 35 du présent arrêté. Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées aux articles 15 et 16 du présent arrêté, ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 14 du présent arrêté. (...) Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures prévu à l'article 6 du présent arrêté.		
<b>Constats :</b>  <b>Valeurs Limites d'Émissions (VLE) applicables</b> selon l'article 27-2.1 de l'arrêté préfectoral du 02/04/2010 dans les conditions normalisées de température et de pression sur gaz secs et à une teneur en O <sub>2</sub> de 15 % :		
	Concentrations en mg/M <sup>3</sup> à 15 % d'O <sub>2</sub> sur gaz secs	Flux maximal horaire en kg/h
Poussières	5	27,3
Oxydes d'azote	50	272,8
Monoxyde de carbone	85	463,8
Dioxyde de soufre	10	54,6
Le rapport de réexamen IED des installations de combustion a par ailleurs retenu une VLE annuelle		

de 40 mg/m<sup>3</sup> pour les oxydes d'azote (NOx).

#### **Respect des VLE**

L'exploitant n'a pas souhaité présenter lors de la visite les bilans mensuels de surveillance en continu des paramètres NOx et CO pour l'année 2023 pour les raisons suivantes :

- les données brutes de l'AMS redondant, au-delà des 10 jours d'indisponibilité de l'AMS principal tolérés par l'article 35 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, ont été récupérées récemment (18 jours au total d'indisponibilité de l'AMS principal ont été décomptés selon l'exploitant) ;
- les fonctions d'étalonnage des AMS, définies en janvier 2023 (cf. point de contrôle sur la procédure d'assurance qualité QAL2) n'ont été intégrées au logiciel d'exploitation des résultats de surveillance en continu (et au logiciel de supervision des installations du site) que le 14/11/2023 pour l'AMS principal et le 04/12/2023 pour l'AMS redondant. L'exploitant a demandé à son prestataire qu'une application des fonctions d'étalonnage soit effectuée rétrospectivement aux concentrations mesurées depuis le début d'année. La démarche est en cours.

**En l'absence de ces bilans, que l'exploitant s'est engagé à transmettre dès que possible, il est par conséquent impossible de conclure à ce jour concernant le respect des VLE pour les NOx et le CO en matière de surveillance continue.**

#### **Phases de démarrage et d'arrêt**

Concernant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, l'exploitant a confirmé, suite à la visite, qu'elles étaient exclues des bilans mensuels mais pas des bilans annuels de rejets atmosphériques ce qui est conforme à la prescription. Il a rappelé à ce sujet les précisions apportées dans la note transmise en novembre 2021 à la Dreal : « le paramétrage de notre outil d'acquisition et de traitement des données est tel que la puissance à partir de laquelle on considère que le fonctionnement est stabilisé est de 180 MW total, ce qui correspond au minimum technique de l'ensemble de l'installation et en particulier à 33 % de la puissance de TAC (Turbine à Combustion) ce qui est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/04/2010 ».

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite

**Proposition de délais :** 1 mois

### **N° 16 : Mesure annuelle par un organisme agréé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure annuelle par un organisme agréé

#### **Prescription contrôlée :**

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

#### **Constats :**

Le contrôle réglementaire pour l'année 2023 a été réalisé en juin. Il ne montre aucun dépassement des VLE. Les concentrations mesurées par l'organisme ont été comparées aux concentrations mesurées par l'AMS sur la même période : il existe un écart non significatif entre les deux modes de mesure.

**Type de suites proposées :** Sans suite